



ASSEMBLEE GENERALE

Vendredi 21 mars 2008

Rapport d'orientation

Intervention de André QUENET, Secrétaire général de la FDSEA du Finistère

HAUSSE DES MATIERES PREMIERES : UNE CHANCE POUR NOTRE AGRICULTURE !

La hausse des matières premières remet l'alimentation au cœur des préoccupations de la société.

Pour nous, agriculteurs, c'est un signal fort !

Rappelons-nous, en 2006, les experts alertaient le monde agricole sur les menaces de surproduction ! Aujourd'hui, la tendance des marchés est complètement inversée : le risque de rupture de l'approvisionnement alimentaire n'est pas si éloigné ! Dans ce contexte, les marchés mondiaux agricoles sont fortement perturbés.

Le prix des matières premières a flambé, et **le secteur de l'élevage est extrêmement pénalisé**. Les producteurs de porcs et de lapins, ne pouvant répercuter la hausse du prix de l'aliment, subissent une crise sans précédent.

La hausse des matières premières agricoles est extrêmement médiatisée ! Alors que le pouvoir d'achat est en berne, la hausse injustifiée des denrées alimentaires est pour le moins mal venue ! **Les matières premières agricoles ont bon dos, mais le consommateur n'est pas dupe !**

Les assemblées générales cantonales de la FDSEA du Finistère ont été un temps fort pour engager une réflexion sur les nouveaux enjeux de l'agriculture. **A l'évidence, les paysans veulent d'abord vivre de leur métier, en contribuant à nourrir les hommes !**

Adapter et rénover la gestion des marchés est une priorité pour faire face aux nouvelles réalités !

La croissance démographique, la raréfaction des énergies fossiles, la multiplication des aléas climatiques, ou encore la volatilité des prix des matières premières, sont autant d'éléments que la PAC va devoir intégrer, pour être en phase, avec les nouvelles réalités des marchés.

C'est pourquoi, **il est urgent de renouer avec les objectifs assignés à la PAC**, depuis 1957 :

- **Accroître la productivité de l'agriculture,**
- **Assurer un niveau de vie équitable à la population agricole,**
- **Stabiliser les marchés,**
- **Garantir la sécurité des approvisionnements,**
- **Assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.**

Nous voulons que nos politiques prennent toute la mesure de leur engagement quand, en signant le Traité de Lisbonne, le 13 décembre 2007, ils ont **inconditionnellement** reconduit ces objectifs ! La PAC doit être un moteur pour éviter des ruptures d'approvisionnement.

Face aux enjeux du bilan de santé de la PAC, la profession bretonne s'est mobilisée, pour formuler des propositions, et préparer au mieux notre avenir !

Concernant la simplification du régime de paiement unique, nous demandons :

- La régionalisation des aides directes, au niveau Grand Ouest !
- Pas de mutualisation avant 2013 !
- Le découplage total des aides directes.
- La reconnaissance de la certification volontaire des exploitations... **pour en finir avec une application tatillonne et subjective de la conditionnalité !**

Face à la volatilité des marchés agricoles, nous demandons le maintien, et la création, d'outils de gestion des marchés.

Le bilan de santé de la PAC, ne devra pas se traduire, par un démantèlement pur et simple de tous les outils de gestion des marchés. Au niveau de l'OMC, nul ne peut présager de l'issue des négociations : **ne renonçons pas à nos instruments de gestion des marchés !**

La gestion des marchés est notre priorité pour l'avenir de la PAC. Nous refusons toute augmentation arbitraire du produit de la modulation, pour renforcer le second pilier. Nous sommes également opposés à un prélèvement supplémentaire sur les aides du 1^{er} pilier, par l'article 69 révisé ! **Soyons réalistes : tous les crédits dégagés pour l'article 69 iront vers d'autres régions !**

La hausse durable des matières premières va accentuer l'instabilité des marchés. Nous devons, **dès à présent**, mobiliser notre énergie pour créer nos propres filets de sécurité.

Renforçons l'organisation des filières, pour prévenir les risques de marché ! Nous pensons que, **seule, une organisation de la production, forte et structurée**, pourra se doter des moyens de prévenir et gérer les crises.

La nouvelle OCM fruits et légumes, du 26 septembre 2007, a introduit des dispositions spécifiques permettant, aux Organisations de Producteurs, de mettre en œuvre des mesures de prévention et de gestion des crises. **Nous refusons que la mise en œuvre française de la nouvelle OCM**, conduise à un **démantèlement** de l'organisation légumière bretonne !

L'ouverture proposée par la réforme de l'OCM fruits et légumes doit nous inciter à réfléchir à la création, ou au renforcement, **dans toutes les filières**, d'organisations de producteurs, pour **participer au regroupement de l'offre dans le Grand Ouest, et mettre en place des fonds de mutualisation, cofinancés par Bruxelles.**

Lors du Conseil européen du 17 mars 2008, la Commission, ainsi que plusieurs Etats membres, se sont montrés intéressés et ouverts, sur le renforcement du secteur agricole, via les organisations de producteurs. **Ne laissons pas passer une telle opportunité pour renforcer l'organisation de l'offre, dans le secteur agricole !**

Dans les stratégies de filière, quel rôle voulons-nous donner aux interprofessions ?

Faisons d'abord un état des lieux des interprofessions en France : il en existe une multitude (pas moins de 61 !) ... organisées sur un modèle de filière courte (c'est le cas pour le lait), ou

longue (les fruits et légumes) ! Dans les faits, certaines interprofessions fonctionnent peu... voire pas du tout !

L'organisation interprofessionnelle est un concept franco-français. Au niveau européen, les interprofessions ne bénéficient que d'une reconnaissance sectorielle (par exemple, pour le tabac, les fruits et légumes, la viticulture), avec des missions très précises. **La réglementation communautaire pose clairement les limites, pour éviter toute entente anticoncurrentielle.**

Les interprofessions françaises sont sur le fil, face au risque de sanction au titre du droit de la concurrence !

Malgré ce contexte, le gouvernement français a demandé un renforcement des organisations interprofessionnelles, dans le mémorandum qu'il a déposé à Bruxelles. Lors du Conseil européen du 17 mars dernier, **le volet interprofession du mémorandum français n'a pas reçu d'accueil positif à Bruxelles ! Espérons que notre gouvernement en tire les conséquences !**

Les interprofessions ont évidemment un rôle à jouer, comme la connaissance des marchés, la recherche, et la promotion des produits. **Mais elles n'ont pas à faire de la gestion de marchés, tâche qui incombe à l'organisation de la production !**

Ensuite, l'organisation de la première mise en marché doit nous permettre de faire évoluer les rapports de force au sein des filières.

Nous encourageons les agriculteurs à rénover leurs relations avec « l'organisation économique ». **Nous nous donnerons les moyens d'être force de proposition pour que contractualisation ne rime pas avec intégration. Tel est le mandat qui nous a été donné par nos adhérents lors des assemblées générales cantonales !**

Si nous voulons peser face aux GMS, le renforcement de l'offre est incontournable !

Nous demandons aussi plus de transparence sur les marges de la grande distribution. **Nous invitons d'ailleurs les autorités de concurrence à aller faire un peu de ménage chez la grande distribution !**

Plus largement, des alliances sont nécessaires, pour défendre une juste répartition de la marge. Le consommateur est de notre côté : **ne laissons pas passer une telle opportunité !** La FDSEA du Finistère souhaite donc se rapprocher des associations de consommateurs.

Le renforcement du maillon production, donne une place nouvelle aux agriculteurs, au sein de filières rééquilibrées.

Pour nos entreprises, aussi, la hausse des matières premières est un enjeu majeur, puisque, demain, nous devons produire plus et mieux... avec moins !

Dans ce contexte, préserver tous nos moyens de productions est absolument essentiel !

La terre, tout d'abord. Son rôle est de nourrir les hommes : préserver le capital terre est fondamental... **et, aussi, l'affaire de tous !**

L'énergie, ensuite, est un enjeu **crucial** pour nos entreprises et pour la Bretagne, dépendante à 95% en énergie ! **Nous demandons un véritable plan d'action breton, pour valoriser les sous-produits de l'agriculture.** Les hausses des prix du fuel lourd, et du gaz, sont **insupportables** pour nos exploitations. **Nous voulons que les pouvoirs publics s'engagent à nous donner les moyens de nous adapter !**

Nous demandons aussi aux Pouvoirs publics de garantir aux agriculteurs une réduction intelligente des produits phytosanitaires.

Nous voulons préserver les moyens de recherche et d'innovation de l'agriculture. **Les incertitudes scientifiques liées à l'utilisation des OGM nécessitent une recherche active et soutenue. Allons vite !** Pendant de ce temps, les autres pays avancent, et prennent un avantage concurrentiel !

Il est aussi temps que l'agriculture soit reconnue pour son rôle majeur dans la préservation de l'environnement. Depuis longtemps, nous avons pris à bras le corps les questions environnementales. **Pourquoi alors, dans les bassins versants en contentieux, pousse-t-on la profession à commettre l'aberration, si ce n'est pour réduire la production, et supprimer le mot « agricole » du paysage finistérien ?!**

Préserver les moyens de production de nos exploitations ne doit pas être le combat des seuls agriculteurs : toute la société est concernée. C'est bien de la sécurité des approvisionnements qu'il s'agit !

Le développement de nos entreprises est essentiel ! L'emploi en est un levier !

Au niveau européen, les évolutions sociales enclenchées, sont loin d'être neutres pour l'agriculture finistérienne. La FDSEA du Finistère, a su donner cette dimension sociale à notre secteur ! Nos emplois de proximité, sont des atouts que nous devons développer : la nouvelle AEF, doit rassurer les employeurs, sur le recrutement, et la qualification, des salariés !

Pour attirer de nouveaux salariés, la modernité sociale de notre secteur est un atout majeur ! La hausse des matières premières agricoles doit aussi contribuer à renforcer l'image de l'agriculture, comme un secteur dynamique et d'avenir.

La clé de la pérennité de notre agriculture est la transmission de nos entreprises. Pour cela, levons les contraintes financières, et foncières, pesant sur les reprises ! Il nous appartient, aussi, de redoubler d'efforts pour attirer des non agricoles. **Créons des liens avec d'autres secteurs d'activité**, pour faire valoir notre professionnalisme, la compétitivité, et la performance, de nos entreprises.

Faisons en sorte que le souci de pérenniser notre agriculture soit partagé par l'ensemble de la société. Mobilisons nos concitoyens autour de notre défi : produire plus, et mieux, pour nourrir les hommes ! Saisissons, sans plus attendre, cette opportunité pour réaffirmer notre place dans la société !

La hausse des matières premières, associée à un risque de pénurie alimentaire, a remis l'agriculture sur le devant de la scène. **Il y a une vraie reconnaissance de la société pour le métier d'agriculteur ! Notre capacité à nous organiser, syndicalement, et économiquement, sera déterminante, pour imposer aux yeux de tous l'image d'un secteur moderne et décomplexé.**

Ce sera un atout pour initier une gouvernance agricole pilotée par des acteurs représentatifs ! Nous défendons l'idée d'une politique agricole efficace, en prise avec la réalité.

Le monde agricole a besoin d'unité, au sein d'une organisation assurant sa représentativité : nous parlons bien du syndicalisme majoritaire ! En effet, notre organisation pyramidale, dans le cadre d'élections à chaque échelon du territoire, assure notre représentativité. **Faisons entendre notre voix grâce à notre syndicat ! Le droit d'exercer notre métier ne nous donne pas le droit de subir !**

La question de la représentativité des acteurs de la gouvernance doit être posée ! Que sait-on exactement des organisations écologistes, officiellement reconnues par le Grenelle de l'environnement ?... Quelle est leur légitimité pour s'exprimer au nom de la société ? **La**

démocratie participative ne doit pas être le théâtre de simulacres de consultations, où la profession agricole est bafouée, comme cela a été récemment le cas sur le SAGE de l'Elorn !

EN CONCLUSION :

La physionomie des marchés agricoles a radicalement changé : la hausse durable des matières premières agricoles est un facteur économique avec lequel il va falloir compter !

Pour nous, agriculteurs, la hausse des matières premières agricoles est une chance, la société renouant avec le rôle nourricier de l'agriculture. De nombreuses perspectives s'ouvrent à nous !

Tout d'abord, la politique agricole commune retrouve une véritable raison d'être, un sens... un horizon ! Plus que jamais, le maintien, et la création, d'instruments de gestion des marchés, sont justifiés par la nécessité d'assurer l'indépendance alimentaire en Europe. Ceci passera nécessairement par un renforcement du 1^{er} pilier de la politique agricole commune.

Saisissons la chance que représente la hausse des matières premières agricoles pour renforcer le maillon production. Les agriculteurs, s'ils s'unissent pour la gestion de l'offre, peuvent avoir un poids incontestable face aux autres acteurs de la filière. Ils pourront, ainsi, peser dans l'évolution de leurs relations économiques, et commerciales !

Cette force économique, et structurelle, des agriculteurs est une opportunité pour renforcer la première mise en marché. **Prenons-nous en main pour une meilleure organisation de l'offre**, grâce à des organisations de producteurs reconnues, au niveau communautaire, et ce dans toutes les filières !

L'organisation de l'offre, par les producteurs, au service de leurs revenus, établira un nouveau rapport de force, au sein des filières, où chaque maillon s'octroie une marge !

La hausse des matières premières agricoles est aussi une chance, pour trouver des alliés au sein de la société. L'explosion des prix des produits alimentaires, sous couvert de la hausse des matières premières, a mis sur le devant de la scène la nécessité de défendre une juste répartition de la marge, pour assurer la pérennité de nos entreprises.

La reconnaissance du rôle nourricier de l'agriculture devrait remettre, enfin, en avant son importance économique. Les problématiques environnementales, ont trop longtemps stigmatisé notre secteur, alors même que les agriculteurs ont pris ces questions à bras le corps depuis plus de 20 ans !

Il est temps aussi de rappeler le rôle social de l'agriculture, premier employeur dans les communes rurales ! Qu'on se le dise, ces emplois sont fortement ancrés sur nos territoires !

Nous avons aujourd'hui de nombreux atouts pour fédérer autour de l'essence de notre métier : nourrir les hommes ! C'est une véritable chance ! Il appartient à présent aux femmes et hommes qui vivent de l'agriculture de se regrouper, et de créer des alliances, pour affirmer aux yeux de tous qu'une agriculture forte et compétitive répondra aux besoins des citoyens et des consommateurs !

Notre métier a de la valeur : soyons en forts, et fiers !

Ensemble, prenons la place que nous méritons !

Je vous remercie.
André QUENET